

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 3.21 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30) prévoit que toute délégation officielle du Québec à une conférence ministérielle fédérale-provinciale ou interprovinciale est constituée et mandatée par le gouvernement;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et du ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne :

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, monsieur André Lamontagne, dirige la délégation officielle du Québec à la Conférence annuelle des ministres et sous-ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux de l'Agriculture qui se tiendra les 20 et 21 juillet 2023;

QUE la délégation officielle du Québec, outre le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, soit composée de :

— Monsieur Alexandre Moreau, conseiller politique, Cabinet du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Bernard Verret, sous-ministre, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Yvon Doyle, sous-ministre adjoint à la transformation, aux marchés, à la main-d'œuvre et aux politiques intergouvernementales, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Stéphane Dufour, directeur des politiques commerciales et intergouvernementales, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

— Monsieur Pierre-Luc Désaulniers, conseiller en relations intergouvernementales, Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, ministère du Conseil exécutif;

QUE le mandat de cette délégation officielle soit d'exposer les positions du gouvernement du Québec, conformément à la recommandation ministérielle du présent décret.

La greffière du Conseil exécutif,

DOMINIQUE SAVOIE

80374

Gouvernement du Québec

Décret 1187-2023, 19 juillet 2023

CONCERNANT le versement d'une aide financière additionnelle maximale de 4 877 \$ à La Champenoise, au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour l'installation d'un système de gicleurs

ATTENDU QUE La Champenoise est une personne morale sans but lucratif constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38) qui exploite une résidence privée pour aînés;

ATTENDU QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux a mis en place en 2015 le programme d'aide financière pour l'installation d'un système de gicleurs dans les résidences privées pour aînés existantes et certifiées;

ATTENDU QUE la ministre responsable des Aînés a déjà octroyé à La Champenoise une aide financière d'un montant de 1 121 411 \$ pour l'installation d'un système de gicleurs dans sa résidence privée pour aînés;

ATTENDU QUE la ministre responsable des Aînés souhaite verser à La Champenoise une aide financière additionnelle maximale de 4 877 \$ pour l'installation d'un système de gicleurs;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser la ministre responsable des Aînés à verser une aide financière additionnelle maximale de 4 877 \$ à La Champenoise, au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour l'installation d'un système de gicleurs;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre responsable des Aînés et du ministre de la Santé :

QUE la ministre responsable des Aînés soit autorisée à verser une aide financière additionnelle maximale de 4 877 \$ à La Champenoise, au cours de l'exercice financier 2023-2024, pour l'installation d'un système de gicleurs.

La greffière du Conseil exécutif,

DOMINIQUE SAVOIE

80375